

4° dans le § 4 le nombre "50" est remplacé par le nombre "25" à partir du 1^{er} juillet 2011,

5° dans le § 5 le nombre "100" est remplacé par le nombre "50" si l'épuisement du quota de cabillaud en zone c.i.e.m. VIIa atteint pour au moins 75 % avant la fin de septembre 2011,

6° le § 6 est complété par un deuxième alinéa suivant :

"Les quantités repris dans les § § 1^{er}, 2 et 3, attribués pour la période du 1^{er} juillet 2011 jusqu'au 31 décembre 2011 inclus, sont augmentés par 200 kg par jour de navigation, si le bateau concerné a utilisé l'engin de pêche TR 1 ou BT 1 pendant le voyage entier."

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2011 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Bruxelles, le 29 juin 2011.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure,
de l'Agriculture et de la Politique de la Ruralité,
K. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 1693

[C — 2011/29354]

26 MAI 2011. — Décret instaurant la Commission des Seniors de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Des dispositions générales

Article 1^{er}. Dans le présent décret, on entend par :

1° « Commission des Seniors » : la Commission des Seniors de la Communauté française, telle que visée à l'article 2;

2° « Senior » : la personne ayant atteint l'âge de 60 ans.

CHAPITRE II. — De la Commission des Seniors de la Communauté française et de ses missions

Art. 2. Le Gouvernement agréé en tant que Commission des Seniors, après une procédure d'appel public à candidatures et sur base des conditions définies aux articles 5 et 6, une association sans but lucratif créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

Art. 3. La Commission des Seniors visée à l'article 2 a pour missions:

1° d'émettre des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement ou de l'un de ses membres ou du Parlement, notamment dans le cadre du processus d'adoption des projets et propositions de décret, sur toutes les matières relevant des compétences de la Communauté française qui présentent un lien avec les intérêts des seniors et leur participation active à la société;

2° d'informer et de sensibiliser ses membres ainsi que la société civile, les médias et les responsables politiques, économiques, sociaux sur toutes questions, analyses, études et actions relatives aux seniors;

3° de constituer un espace d'échange d'informations et de bonnes pratiques pour les associations de seniors de la Communauté française;

4° d'assurer une fonction de représentation des associations de seniors de la Communauté française auprès de tout organe consultatif des aînés faisant appel à sa participation ou à son expertise.

Art. 4. Dans un délai de trois mois à dater de son agrément ou du renouvellement de son agrément, l'association agréée en tant que Commission des Seniors rédige un plan d'action explicitant ses axes de travail prioritaires. Ce plan d'action définit le périmètre dans le cadre duquel la Commission exerce la mission visée à l'article 3, 1°. Il est soumis à l'approbation du Gouvernement et communiqué au Parlement de la Communauté française.

CHAPITRE III. — De la procédure et des conditions d'agrément de la Commission des Seniors

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement décide d'agréer une association sans but lucratif en tant que Commission des Seniors en application de la procédure suivante :

1° un appel public à candidatures est publié au *Moniteur belge*. Cet appel précise les missions visées à l'article 3, ainsi que les modalités d'introduction de la demande d'agrément. Le Gouvernement arrête les éléments constitutifs et la forme du dossier de demande;

2° le dossier de demande d'agrément est communiqué aux Services désignés par le Gouvernement dans un délai de soixante jours à dater de la publication de l'appel public;

3° si le dossier est complet, les Services désignés par le Gouvernement remettent un avis sur le respect des conditions d'agrément ainsi qu'un avis d'opportunité dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du dossier de demande. Des compléments d'information peuvent être demandés à l'association. Si elle le souhaite, celle-ci peut être entendue par les Services du Gouvernement;

4° si plusieurs associations postulent au bénéfice de l'agrément en tant que Commission des Seniors, les Services désignés par le Gouvernement formulent une proposition sous la forme d'un classement par référence, notamment, au respect des conditions de reconnaissance et aux avis d'opportunité remis;

5° le Gouvernement se prononce sur la demande d'agrément, sur proposition du Ministre, dans un délai de trente jours à dater de la réception des avis visés au 3°.

§ 2. L'agrément en tant que Commission des Seniors porte sur une période de trois ans. Il prend cours à la date de la notification de la décision.

Art. 6. L'association agréée en tant que Commission des Seniors doit répondre aux conditions suivantes:

1° démontrer, par son objet social et ses moyens d'action, qu'elle est en mesure de rencontrer les missions définies à l'article 3;

2° veiller à garantir, dans la composition de son assemblée générale, la représentation équilibrée des tendances idéologiques et philosophiques au sens de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

3° s'assurer que son conseil d'administration comprenne au moins:

a) quatre représentants des tendances idéologiques et philosophiques au sens de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

b) quatre représentants d'associations reconnues dans le cadre du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente dont l'action est principalement réalisée pour et avec des seniors, dont au moins deux sont mandatés par des associations qui disposent d'entités fédérées présentes et menant des activités dans au moins trois provinces et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

c) deux représentants d'associations liées soit à une organisation représentative des travailleurs, soit à une mutualité au sens de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, et dont l'action est principalement réalisée pour et avec des seniors;

4° exclure de son Assemblée générale et de son conseil d'administration tout organisme ou association ne respectant pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Constitution ou par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale;

5° prévoir dans ses statuts d'association sans but lucratif :

a) une référence aux modalités de l'articulation de ses travaux avec les organes consultatifs des aînés en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale;

b) le principe d'une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein de son conseil d'administration et de son assemblée générale;

c) l'incompatibilité entre le mandat de membre de son Conseil d'administration et :

— la fonction de membre d'un Cabinet ministériel de la Communauté française, de membre du personnel statutaire ou contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ou d'assistant d'un membre du Parlement de la Communauté française;

— membre du Parlement européen, du Sénat, de la Chambre des représentants, du Parlement wallon, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Parlement de la Communauté française;

— Commissaire européen, Ministre fédéral, régional ou communautaire, Secrétaire d'Etat, Député provincial, Bourgmestre, Echevin ou Président d'un centre public d'action sociale;

d) le principe du maintien d'une ouverture aux dynamiques associatives nouvelles et à la possibilité d'intégrer dans son assemblée générale et son conseil d'administration toute association susceptible d'enrichir sa représentativité et son pluralisme.

CHAPITRE IV. — Des subventions accordées à la Commission des Seniors

Art. 7. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie à la Commission des Seniors une subvention annuelle de 20.000 euros, à titre d'intervention dans les frais de personnel, d'activités et de fonctionnement liés à l'exécution par l'association des missions prévues à l'article 3.

Cette subvention est indexée annuellement, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, suivant l'indexation du budget général des dépenses primaires de la Communauté française (indice santé), à partir du 1^{er} janvier 2012.

CHAPITRE V. — De la justification et du renouvellement de l'agrément en tant que Commission des Seniors

Art. 8. § 1^{er}. L'association agréée en tant que Commission des Seniors transmet aux Services du Gouvernement, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un rapport d'activités, un rapport financier et les comptes de l'année précédente, ainsi qu'un projet de budget pour l'exercice en cours.

§ 2. Le 1^{er} avril de la troisième année d'agrément en tant que Commission des Seniors, l'association transmet en outre aux Services du Gouvernement, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement :

— un rapport d'évaluation générale de son action;

— le cas échéant, un dossier de demande de renouvellement, accompagné d'un nouveau plan d'action triennal tel que visé à l'article 3.

Le Gouvernement transmet les rapports visés aux §§ 1^{er} et 2 au Parlement.

Art. 9. § 1^{er}. L'agrément en tant que Commission des Seniors est renouvelable tous les trois ans selon la procédure suivante :

1° Au regard des conditions prévues à l'article 6, et sur base des rapports visés à l'article 8, dans un délai de soixante jours à dater de leur réception, les Services désignés par le Gouvernement remettent au Gouvernement un avis sur le respect des missions et, pour le rapport d'évaluation visé à l'article 8, § 2, sur l'opportunité du renouvellement de l'agrément. L'association peut être entendue par les Services du Gouvernement.

2° Dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'avis visé au 1^o, le Gouvernement décide soit d'accepter, soit de refuser le renouvellement de l'agrément pour une période de trois ans.

§ 2. Dans le cas où le Gouvernement refuse le renouvellement de l'agrément d'une association, un appel public à candidatures est lancé dans le respect de la procédure prévue à l'article 5.

CHAPITRE VI. — Du retrait d'agrément

Art. 10. Si l'association agréée en tant que Commission des Seniors ne respecte pas les conditions d'agrément ou n'est manifestement plus en mesure de les remplir avant l'échéance de la reconnaissance, le Gouvernement procède à un retrait d'agrément selon les modalités reprises à l'article 11.

Art. 11. Lorsque les Services désignés par le Gouvernement constatent le non-respect des missions fixées à l'article 3 ou des conditions d'agrément définies à l'article 6, sur base d'une notification de carence émanant de l'association elle-même ou suite au contrôle des documents justificatifs annuels remis par l'association, une procédure de retrait d'agrément peut être entamée dans le respect des principes suivants :

1° les services désignés par le Gouvernement informent l'association par courrier recommandé de la demande de retrait;

2° l'association doit être informée de la faculté dont elle dispose de faire valoir ses observations sur cette demande par écrit dans un délai de trente jours, elle peut également demander à être entendue par les services;

3° les services désignés par le Gouvernement transmettent le dossier complet et une proposition motivée de décision au Gouvernement dès réception de la réaction de l'association ou, en l'absence de réaction de l'association, dans un délai de trente jours à compter de l'échéance prévue au 2°;

4° le Gouvernement décide de retirer ou de maintenir l'agrément, dans un délai de soixante jours à dater de la transmission de la proposition des services désignés par le Gouvernement;

5° le retrait de l'agrément prend effet au 1^{er} janvier qui suit la date de la notification de la décision.

Art. 12. Si l'association est mise en liquidation, cesse ses activités ou se voit retirer son agrément en application de la procédure prévue à l'article 11, le subventionnement visé à l'article 7 prend fin.

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 13. Une évaluation du dispositif est réalisée par le Gouvernement au cours de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mai 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale

Mme M.-D. SIMONET

—————
Note

Session 2010-2011

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 195-1. – Amendements de commissions, n° 195-2 - Rapport, n° 195-3

Compte-rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du 25 mai 2011.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 1693

[C - 2011/29354]

26 MEI 2011. — Decreet tot inrichting van de Seniorencommissie van de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In dit decreet wordt verstaan onder :

1° « Seniorencommissie » : de Seniorencommissie van de Franse Gemeenschap, zoals bedoeld in artikel 2;

2° « Senior » : de persoon die de leeftijd van 60 jaar bereikt heeft.

HOOFDSTUK II. — *De Seniorencommissie van de Franse Gemeenschap en haar opdrachten*

Art. 2. De Regering erkent als Seniorencommissie, na een procedure van openbare oproep tot kandidaturen en op basis van de voorwaarden bepaald in de artikelen 5 en 6, een vereniging zonder winstoogmerk opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

Art. 3. De in artikel 2 bedoelde Seniorencommissie heeft voor opdracht :

1° adviezen te geven, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de Regering of van een van haar leden of van het Parlement, inzonderheid in het kader van de aanneming van de ontwerpen en voorstellen van decreet, over alle aangelegenheden van de Franse Gemeenschap en een band hebben met de belangen van de senioren en hun actieve deelname aan de maatschappij;

2° haar leden alsook de burgermaatschappij, de media en de politieke, economische, sociale verantwoordelijken te informeren en te sensibiliseren over alle vragen, onderzoeken, studies en acties betreffende de senioren;

3° een zone op te richten voor de uitwisseling van informatie en goede praktijken voor de seniorenverenigingen van de Franse Gemeenschap;

4° in te staan voor de vertegenwoordiging van de seniorenverenigingen van de Franse Gemeenschap bij elk raadplegingsorgaan van de senioren dat haar deelname zou vragen of een beroep zou doen op haar deskundigheid.

Art. 4. Binnen een termijn van drie maanden vanaf de erkenning of de hernieuwing van erkenning, stelt de als Seniorencommissie erkende vereniging een actieplan op dat zijn prioritaire werklijnen uitwerkt. Dat actieplan bepaalt het gebied waarin de Commissie haar in artikel 3, 1° bedoelde opdracht uitvoert. Het wordt voor goedkeuring voorgelegd aan de Regering en meegedeeld aan het Parlement van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — Procedure en voorwaarden voor de erkenning van de seniorencommissie

Art. 5. § 1. De Regering beslist om een vereniging zonder winstoogmerk te erkennen als Seniorencommissie bij toepassing van de volgende procedure :

1° een openbare oproep tot kandidaturen wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Die oproep bepaalt de opdrachten bedoeld in artikel 3 alsook de nadere regels voor het indienen van de aanvraag om erkenning. De Regering bepaalt de bestanddelen en de vorm van het dossier van de aanvraag;

2° het dossier van de aanvraag om erkenning wordt meegedeeld aan de Diensten aangesteld door de Regering binnen een termijn van zestig dagen vanaf de bekendmaking van de openbare oproep;

3° als het dossier volledig is, geven de door de Regering aangestelde diensten een advies over de naleving van de erkenningscommissie alsook een opportuniteitsadvies binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de ontvangst van het dossier van de aanvraag. Aanvullende informatie kan gevraagd worden aan de vereniging. Indien zij dat wenst, kan zij door de Regeringsdiensten gehoord worden;

4° als meerdere verenigingen zich kandidaat stellen voor de erkenning als Seniorencommissie, formuleren de door de Regering aangestelde Diensten een voorstel in de vorm van een klassement op basis, inzonderheid, van naleving van de erkenningsvoorwaarden en de verleende opportuniteitsadviezen;

5° de Regering spreekt zich uit over de aanvraag om erkenning, op de voordracht van de Minister, binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van de adviezen bedoeld in 3°.

§ 2. De erkenning als Seniorencommissie loopt over een periode van drie jaar, die ingaat op de datum van de kennisgeving van de beslissing.

Art. 6. De als Seniorencommissie erkende vereniging moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° via haar sociaal doel en haar actiemiddelen aantonen dat zij in staat is de in artikel 3 bedoelde opdrachten te vervullen;

2° zorgen dat zij voor de samenstelling van haar algemene vergadering, de evenwichtige vertegenwoordiging van de ideologische en filosofische strekkingen waarborgt in de zin van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

3° garanderen dat haar raad van bestuur minstens bestaat uit :

a) vier vertegenwoordigers van de ideologische en filosofische strekkingen in de zin van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

b) vier vertegenwoordigers van verenigingen erkend in het kader van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding waarvan de actie voornamelijk voor en met senioren uitgevoerd wordt waarvan minstens twee door verenigingen gemandateerd worden die over aanwezige gefedereerde entiteiten beschikken en activiteiten voeren binnen minstens drie provincies en op het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

c) twee vertegenwoordigers van verenigingen gebonden ofwel aan een representatieve werknemersorganisatie, ofwel aan een ziekenfonds in de zin van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen en waarvan de actie voornamelijk voor en met senioren uitgevoerd wordt.

4° uit haar Algemene vergadering en haar raad van bestuur elke instelling of elke vereniging uitsluiten die de democratische beginselen zoals opgesomd bij de Grondwet of het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en bij de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, niet naleeft;

5° in haar statuten van vereniging zonder winstoogmerk de volgende regels bepalen :

a) verwijzen naar de nadere regels van de samenhang van haar werkzaamheden met de adviesorganen van de senioren in het Waalse Gewest en in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

b) het principe van een gelijke vertegenwoordiging tussen vrouwen en mannen binnen de raad van bestuur en de algemene vergadering;

c) de onvereenigbaarheid tussen het mandaat van lid van haar raad van Bestuur en :

— het ambt van lid van een Ministerieel kabinet van de Franse Gemeenschap, van lid van het statutair of contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van sector XVII of van assistent van een lid van het Parlement van de Franse Gemeenschap;

— lid van het Europese parlement, van de Senaat, van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van het Waalse Parlement, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van het Parlement van de Franse Gemeenschap;

— Europese Commissaris, Federale, Gewest- of Gemeenschapsminister, Staatssecretaris, Provinciaal kamerlid, Burgemeester, Schep en Voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

d) het principe van het behoud van een opening tot de nieuwe verenigingsdynamieken en de mogelijkheid in haar algemene vergadering en haar raad van bestuur elke vereniging te integreren die een meerwaarde zou kunnen betekenen voor haar representativiteit en haar pluralisme.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidies toegekend aan de Seniorencommissie*

Art. 7. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kent de Regering aan de Seniorencommissie een jaarlijkse subsidie van 20.000 euro toe als bijdrage in de personeels-, activiteiten- en werkingskosten in verband met de uitvoering door de vereniging van de opdrachten bedoeld in artikel 3.

Die subsidie wordt jaarlijks geïndexeerd binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, volgens de indexering van de algemene begroting van de primaire uitgaven van de Franse Gemeenschap (gezondheidsindex) en dit voor het eerst vanaf 1 januari 2012.

HOOFDSTUK V. — *Verantwoording en hernieuwing van de erkenning als Seniorencommissie*

Art. 8. § 1. De als Seniorencommissie erkende vereniging, maakt ten laatste op 1 april van elk jaar aan de Regeringsdiensten een activiteitenverslag, een financieel verslag en de rekeningen van het vorige jaar alsook een begrotingsproject voor het lopende begrotingsjaar over.

§ 2. Op 1 april van het derde jaar erkenning als Seniorencommissie verzendt de vereniging daarenboven, volgens de nadere regels bepaald door de Regering, aan de Regeringsdiensten :

— een algemene evaluatieverslag van zijn werk;

— in voorkomend geval een dossier van aanvraag om hernieuwing, samen met een nieuw driejaarlijks actieplan zoals bepaald in artikel 3.

De Regering maakt de in §§ 1 en 2 bedoelde verslagen aan het Parlement over.

Art. 9. § 1. De erkenning als Seniorencommissie is om de drie jaar hernieuwbaar volgens de volgende procedure:

1° Met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 6 en op basis van de verslagen bedoeld in artikel 8, maken de door de Regering aangestelde Diensten binnen een termijn van zestig dagen vanaf hun ontvangst een advies aan de Regering over betreffende de naleving van de opdrachten en, voor het evaluatieverslag bedoeld in artikel 8, § 2, over de opportuniteit van de hernieuwing van de erkenning. De vereniging kan gehoord worden door de Regeringsdiensten.

2° Binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van het advies bedoeld in 1°, beslist de Regering ofwel de hernieuwing van de erkenning te aanvaarden ofwel te weigeren voor een periode van drie jaar.

§ 2. Ingeval de Regering de hernieuwing van de erkenning van een vereniging weigert, wordt een openbare oproep tot kandidaturen gestart met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 5.

HOOFDSTUK VI. — *Intrekking van de erkenning*

Art. 10. Als de vereniging die als Seniorencommissie erkend is de erkenningsvoorwaarden niet naleeft of blijkbaar niet meer in staat is die te vervullen voor het einde van de erkenning, gaat de Regering over naar een intrekking van de erkenning volgens de nadere regels opgenomen in artikel 11.

Art. 11. Wanneer de door de Regering aangestelde Diensten de niet-naleving van de opdrachten vastgesteld in artikel 3 of van de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 6 vaststellen, op basis van een gebreksmededeling vanwege de vereniging zelf of na de controle van de jaarlijkse bewijsstukken ingediend door de vereniging, kan een intrekkingprocedure gestart worden binnen de naleving van de volgende principes :

1° de door de Regering aangestelde diensten informeren de vereniging per aangetekende brief over de aanvraag om intrekking;

2° de vereniging moet geïnformeerd worden over de mogelijkheid waarover zij beschikt om haar opmerkingen over die aanvraag schriftelijk te laten gelden binnen een termijn van dertig dagen; zij kan eveneens vragen om door de diensten gehoord te worden;

3° de door de Regering aangestelde diensten maken het volledige dossier en een gemotiveerd voorstel van beslissing aan de Regering over zodra zij de reactie van de vereniging gekregen hebben of, bij gebrek van reactie van de vereniging, binnen een termijn van dertig dagen vanaf de termijn bedoeld in 2°;

4° de Regering beslist om de erkenning in te trekken of te behouden binnen een termijn van zestig dagen vanaf de overmaking van de diensten aangesteld door de Regering;

5° de intrekking van de erkenning heeft uitwerking met ingang van 1 januari volgend op de datum van kennisgeving van de beslissing.

Art. 12. Indien de vereniging vereffend wordt, haar activiteiten stopzet of haar erkenning verliest bij toepassing van de in artikel 11 bepaalde procedure, wordt de subsidiëring bedoeld in artikel 7 beëindigd.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling*

Art. 13. Een evaluatie van het dispositief wordt uitgevoerd door de Regering in de loop van het tweede jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 26 mei 2011.

De Minister-president,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Wetenschappelijk onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele sector, Gezondheid en Gelijke kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2010-2011.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 195-1. — Commissieamendementen, nr. 195-2. — Verslag, nr. 195-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 mei 2011.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 1694

[C - 2011/29357]

31 MAI 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant le dossier de référence de l'unité de formation « Charge et décharge d'un fluide frigorigène sur véhicules automobiles » (code 251012U21D1) classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition de l'enseignement de promotion sociale de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137;

Vu l'avis conforme de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale du 25 mars 2011,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de l'unité de formation « Charge et décharge d'un fluide frigorigène sur véhicules automobiles » (code de référence 251012U21D1) est approuvé.

Cette unité de formation est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition de promotion sociale.

Art. 2. La transformation progressive des structures existantes concernées commence au plus tard le 1^{er} janvier 2013.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2011.

Bruxelles, le 31 mai 2011.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET